



Déclaration liminaire FSU/CGT CHSCTA du mardi 12 juin 2018

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT académique,

Le 25 mai dernier, dans le cadre du chantier "Dialogue social" de la concertation Action Publique 2022, le gouvernement a présenté aux organisations syndicales son projet de suppression du paritarisme et de refonte des instances représentatives des personnels en une "nouvelle instance issue des CT et des CHSCT".

Nous tenons à vous faire part de notre vive inquiétude face à ces transformations annoncées qui mettent à mal la démocratie sociale. La fusion des CT et des CHSCT constituerait en effet une véritable régression concernant la prise en compte des questions de santé, sécurité et conditions de travail qui seraient de fait diluées dans d'autres problématiques.

Dans notre académie, ces risques sont déjà confirmés : le refus de création d'un CHSCT spécial pour les personnels travaillant sur le site du rectorat et de la DSDEN de la Vienne se traduit par une non prise en compte des problématiques de santé au travail et conditions de travail des personnels, ces questions n'étant pas spécifiquement abordées en CTSA.

Quant au projet de suppression des commissions paritaires, il constitue un recul du dialogue social et présente un risque de dégradation des conditions de travail, avec des impacts prévisibles sur la santé pour des personnels dont les problématiques individuelles ne seraient plus relayées.

Par ailleurs l'annonce, par le Ministre, de la fusion des 3 académies de la région Nouvelle-Aquitaine à l'horizon 2020 constitue une véritable préoccupation pour tous les personnels, en particulier ceux des services académiques.

A ce stade, nous formulons donc la demande que le gouvernement ne considère plus la fusion des CT et CHSCT comme un préalable à l'entrée en discussion mais au contraire qu'il renforce les CHSCT en garantissant les moyens d'intervention des représentants des personnels.

Nous demandons également au gouvernement de renoncer à la fusion des académies dont les conséquences sur l'emploi, l'organisation du travail et les conditions de travail des personnels risquent d'être délétères.

FSU et CGT sont engagées pour la défense des personnels de l'Education nationale et des services publics. Nous ne pouvons accepter ces projets qui vont à l'encontre de nos valeurs, de la qualité du service rendu et des intérêts des personnels comme des usagers.